



**Dès le 13 décembre 2011 Agissons ensemble, contre l'austérité !**

**Fédérations des Finances CGT, Solidaires, FO, CFDT, CFTC, UNSA**

Les fédérations des Finances CGT, Solidaires, FO, CFDT, CFTC, UNSA se sont rencontrées le lundi 21 novembre 2011. Ensemble, elles dénoncent et condamnent les mesures d'austérité qui ne cessent de nourrir la crise dans l'ensemble des pays membres de l'Union européenne et plus particulièrement en France.

Des attaques sans précédent sont portées à l'encontre des politiques publiques mises en œuvre par les services de l'Etat, les collectivités territoriales, les administrations de la sécurité sociale. Dans le même temps, les politiques fiscales et budgétaires initiées par les pouvoirs publics, toujours sous l'aiguillon de l'Union Européenne, des agences de notation et des organisations patronales, ont pour objectif de faire payer la crise aux salariés, aux privés d'emploi, aux retraités, y compris en refusant de procéder à une revalorisation indispensable et significative des salaires, des traitements, des retraites et des pensions versés.

Dans un tel contexte, les Fédérations des Finances CGT, Solidaires, FO, CFDT, CFTC et UNSA affirment leur volonté d'agir ensemble pour porter et imposer la prise en compte de leurs revendications. C'est pourquoi, aux Finances, elles appellent les personnels, actifs et retraités, fonctionnaires et agents non titulaires, à se mobiliser pour exiger des Ministres de Bercy que de réelles réponses soient apportées pour notamment :

Renforcer et développer les missions des ministères économiques et financiers dans le cadre d'un service public de pleine compétence et de proximité, Arrêter les plans pluriannuels de suppressions des emplois et procéder à la définition d'un plan pluriannuel de recrutement. Revaloriser le pouvoir d'achat, augmenter la valeur du point d'indice, des régimes indemnitaires, des frais de déplacement. Renforcer les politiques ministérielles de l'action sociale, de l'hygiène et de la sécurité et de la santé au travail, à un moment où les conditions de travail connaissent une dégradation sans précédent générant une aggravation intolérable de la souffrance au travail. Garantir et améliorer les droits statutaires, les garanties individuelles et collectives de l'ensemble des agents, fonctionnaires et non titulaires.

Les fédérations des Finances CGT, Solidaires, FO, CFDT, CFTC, UNSA appellent les agents des Finances à se mobiliser et à participer aux rassemblements interprofessionnels organisés le 13 décembre prochain sur l'ensemble du territoire pour exprimer avec force leur mécontentement afin de préparer une indispensable riposte de grande ampleur contre tous les mesures de régressions sociales. Dans cet objectif, les Fédérations ont décidé de se réunir dès les premiers jours de janvier.

## **JOURNÉE D'ACTION DU 13 DÉCEMBRE 2011**

**PROSPÉRITÉ POUR LES FINANCIERS – AUSTÉRITÉ POUR LES SALARIÉS**

***Il faut agir Après un premier plan de rigueur annoncé en août, le gouvernement vient de décider d'une nouvelle série de mesures d'austérité, en l'absence totale de discussion avec les organisations. C'est dans ce contexte que les organisations du Finistère CGT, CFDT, FSU, Solidaires, UNSA appellent les salariés à des rassemblements :***

***12h00 : Préfecture de Quimper, Sous Préfecture de Morlaix, Sous Préfecture de Brest, et devant l'UL Quimperlé***

# **Hausse du SMIC et Fonction publique : smicardisation à tous les étages !**

Par une lettre du 23 novembre, François Sauvadet, ministre de la Fonction publique, prévient les secrétaires généraux des fédérations de fonctionnaires qu'il fait mettre en œuvre pour la paie de décembre 2011 une indemnité différentielle, afin que le minimum perçu par les agents soit équivalent au SMIC.

La relance de l'inflation en 2011, supérieure en octobre à 2% par rapport au 1er janvier, entraîne une augmentation automatique du SMIC, qui passe à 1393,82 € bruts. Soit l'indice majoré 301.

Comme mesure immédiate, tous les agents qui ont un indice inférieur à 301 majoré verront leur salaire indiciaire relevé à ce niveau. Ce qui, aux dires du ministre lui-même, concerne 890.000 agents, sur 5 millions de fonctionnaires, soit près de un sur cinq !

On voit combien la catégorie « C » est maintenant ramenée au SMIC !

- ▶ Pour l'échelle 3 (recrutement sans concours), ce sont les 5 premiers échelons, soit 11 ans de carrière, qui sont sous l'indice majoré 301.
- ▶ Pour l'échelle 4 (recrutement avec concours), ce sont les 4 premiers échelons, soit 8 ans de carrière, qui sont sous le SMIC.
- ▶ Pour l'échelle 5, ce sont les trois premiers échelons, pour 5 ans de carrière, qui sont sous le SMIC.

Le sommet de la catégorie C, atteint en fin de carrière, n'est plus qu'à 1,38 SMIC. Son relèvement de l'indice 416 à 430 majoré en 2012 ne portera ce maximum, que tous les agents n'atteignent pas, qu'à 1,43 SMIC.

Le début de la nouvelle grille de la catégorie B (le nouvel espace statutaire) n'est plus qu'à 1,03 SMIC. Gageons que dès la prochaine augmentation du SMIC, il le rejoindra. Le début de la grille-type de la catégorie A n'est, lui, qu'à 1,16 SMIC.

C'est très clair : pour le gouvernement une qualification niveau Bac vaut 1 SMIC, niveau Bac+3 elle vaut 16% de plus que le SMIC, et en-dessous du Bac elle vaut moins que le SMIC !

A ce niveau de rémunération, il est impossible que la Fonction publique soit véritablement attractive, alors que les besoins de services publics de plus en plus qualifiés s'accroissent dans tous les domaines.

On mesure là aussi l'impasse où mène le blocage du point d'indice.

Cette politique n'est plus viable. Le gouvernement doit ouvrir des négociations pour refaire la grille des salaires, qui est à l'évidence devenue obsolète.

## **COMMUNIQUÉ DE PRESSE**

**Les organisations syndicales (CFDT – CFTC - CGC - CGT - FSU -UNSA),dénoncent les mesures de rigueur annoncées par le Gouvernement face à la crise.Elles condamnent en particulier les plans d'austérité successifs qui mettent à mal lesservices publics et leurs conséquences négatives pour les agents publics.Le non-remplacement d'un départ sur deux à la retraite, le gel du point d'indice depuis deux ans et la baisse globale des rémunérations, la dégradation des conditions de travail dans un contexte de profondes réorganisations, la réforme injuste des retraites et la hausse des cotisations, la taxe sur les complémentaires , et enfin l'instauration d'un jour de carence dans la Fonction publique, sont autant de décisions quicontribuent à une dégradation importante de la situation de tous les agents publics, et ce quel que soit leur statut, ainsi qu'à la qualité du service public rendu.**

**Les organisations syndicales de la Fonction publique condamnent ces décisions imposées au mépris du dialogue social le plus élémentaire. Une nouvelle fois, la politique gouvernementale conduit inévitablement à la dégradation des services publics et des agents qui les servent dans les trois versants de la fonction publique. Cette politique fait payer la crise aux salariés. Elle cherche à les diviser et à les culpabiliser. Elle accroît de manière forte les inégalités et les graves difficultés auxquelles sont confrontés un nombre sans cesse croissant de citoyens. Dans le cadre interprofessionnel, les organisations syndicales appellent l'ensemble des agents des trois versants de la Fonction publique à se mobiliser fortement le mardi 13 décembre prochain. Elles se retrouveront rapidement, après le 15 décembre, afin d'en tirer le bilan et d'envisager, ensemble, de nouvelles initiatives en janvier.**